Entretien avec
Alain de Benoist

A) Terrorisme intellectuel ?

Ce qui me gêne un peu dans l'enquête ouverte par *L'Escritoire*, dont le principe est en lui-même excellent, c'est que le pamphlet de Daniel Lindenberg sur *Les nouveaux réactionnaires* en soit le prétexte. Je pense que vous avez accordé à ce médiocre petit livre une importance qu'il n'a jamais eue. Significativement, la polémique dont il a fait l'objet s'est d'ailleurs éteinte aussi vite qu'elle était née. Il faut en fait être très parisien — dans le pire sens du terme — pour connaître la genèse de ce pamphlet, genèse qui a été longuement racontée dans le magazine *Eléments* d'avril 2003, sous le titre “Fièvre épuratrice dans l'intelligentsia”. J'en résume les grandes lignes. Le livre de Lindenberg est un “ libelle de commande ” (Pierre-André Taguieff) dont l'initiative revient à Pierre Rosanvallon. Arrivé à la fin de son mandat de directeur du Centre Raymond Aron, celui-ci souhaitait passer le relais à un ancien de la revue *Esprit*, le philosophe Pierre Bouretz. Or, la présence à ses côtés de deux autres successeurs possibles, Marcel Gauchet et Pierre Manent, le mettait dans l'embarras. Rosanvallon a donc suggéré à Lindenberg de faire paraître un livre ayant notamment pour objectif de discréditer les deux gêneurs.

Je cite *Eléments* : « Au départ, Lindenberg avait seulement écrit un pamphlet contre deux écrivains: Houellebecq et Maurice G. Dantec, qui sont les vraies vedettes de son livre (et les seuls à bénéficier d'une notice biographico-policière en fin de volume). Assorti de quelques considérations personnelles sur la crise du “franco-judaïsme”, le livre fut ensuite remanié à la hâte, gonflé de bric et de broc, pour servir les intérêts de Rosanvallon».

C'est comme cela que les choses se passent dans le micro-milieu parisien… Et cela permet du même coup de répondre, au moins en partie, à la question que vous posez sur les origines du climat intellectuel que nous subissons. L'une des causes de ce climat — caractérisé par la marginalisation des idées dissidentes, l'effondrement de la pensée critique et l'absence de tout véritable débat — est en effet, de toute évidence, le monopole que se sont arrogé un petit groupe d'auteurs “politiquement corrects” (disons, pour faire bref, ceux qui ont accès au supplément littéraire du *Monde*) pour éviter toute remise en cause des idées reçues et toute contestation qui pourrait menacer leurs privilèges.

Le résultat, résumé par les formules désormais canoniques de “pensée unique” ou de “nouvelle Inquisition”, a été maintes fois décrit. Il est d'ailleurs de plus en plus fréquemment dénoncé, ce qui donne à penser que nous commençons à sortir tout doucement du tunnel. Je ne le décrirai pas plus avant, me bornant seulement à constater que cette intolérance intellectuelle, largement facilitée par une centralisation héritée de notre jacobinisme national (nous n'avons en France que trois quotidiens “qui comptent”, *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*,

contre plusieurs dizaines en Italie ou en Allemagne), est un phénomène assez spécifiquement français. Le climat intellectuel en Italie, où j'ai souvent l'occasion de me rendre, est totalement différent. Ce qui fournit peut-être un deuxième élément de réponse.

L'action des "nouveaux inquisiteurs" n'explique en effet pas tout. L'absence de débat dans le domaine des idées n'est qu'un aspect d'un "blocage" qui tend en France à se généraliser. Dans tous les secteurs, on a le sentiment d'une absence de renouvellement, d'une extension du vide. Non seulement les derniers "grands intellectuels" (Sartre, Bourdieu, Lévi-Strauss, etc.) n'ont pas été remplacés — bien entendu, il faudrait ici discuter de l'évolution du statut des intellectuels —, mais nous avons la classe politique la plus vieille, la plus sclérosée de toute l'Europe. Toutes nos institutions sont en crise, toutes nos façons de penser également. Les Français, qui s'étaient bien imprudemment habitués à considérer leur conception du monde comme "universelle", constatent qu'ils sont minoritaires dans le monde qui se bâtit sous leurs yeux. La France, dans ces conditions, a toutes chances d'être la grande perdante de la construction européenne, au moment où la détérioration du climat économique et social favorise à la fois la popularisation des fantasmes et l'hystérisation des rapports sociaux. C'est évidemment en ayant cette toile de fond présente à l'esprit qu'il faut s'interroger sur les "nouveaux réactionnaires".

Quant à cette étiquette de "nouveaux réactionnaires", sans la trouver nullement infamante (on a le droit d'être réactionnaire!), je ne suis pour ma part nullement prêt à l'endosser. La redéfinition valorisante du terme à partir de mots sympathiques comme "réagir" ou "réaction" n'est à mon sens qu'un jeu de langage. Un réactionnaire, selon moi, n'est pas tant quelqu'un qui pense que "c'était mieux avant" qu'un homme qui analyse la réalité présente avec des outils conceptuels d'une autre époque, et qui ne sont donc plus adaptés à cette tâche.

B) Pères fondateurs ?

Lindenberg stigmatise Bonald, de Maistre et surtout Maurras comme autant d'inspirateurs des "nouveaux réactionnaires". Mais cette stigmatisation est purement polémique, donc sans portée. Les auteurs que critique Lindenberg ne sont nullement maurrassiens et même, dans leur immense majorité, n'ont très probablement jamais lu Maurras ! Ce serait donc une grave erreur de prendre Lindenberg au pied de la lettre, en se contentant de voir motif à se réjouir là où il voit prétexte à s'indigner.

Contrairement aux auteurs en question, j'ai beaucoup lu Maurras. J'ai pour sa personne une admiration certaine, mais sa doctrine ne m'a jamais convaincu. J'ai eu l'occasion de m'en expliquer à plusieurs reprises. Au risque de scandaliser les maurrassiens, je pense que Maurras n'est pas un auteur très original, ni même un théoricien très important. S'il joue un rôle dans l'histoire des idées, c'est avant tout comme le maître à penser d'une école qui a fait souche de façon durable, et dont il subsiste aujourd'hui encore des échos. C'est déjà beaucoup. Dans son œuvre, comme dans celle de Barrès, ce sont ses écrits de jeunesse qui me paraissent les plus intéressants. Pour le reste, toujours comme pour Barrès, je le regarde plutôt comme un écrivain "égaré" en politique. Ses poèmes, tout particulièrement, sont souvent admirables.

Tocqueville, que vous citez aussi, est à mes yeux un auteur beaucoup plus important. Tout le courant qu'on pourrait appeler conservateur-libéral s'en réclame à bon droit. Son plus grand mérite, selon moi, est d'avoir été l'un des premiers, dans *L'Ancien Régime et la Révolution*, à interpréter le phénomène révolutionnaire de 1789, non sous l'angle de la rupture, mais sous celui de la continuité. C'est évidemment un point sur lequel il est en totale opposition, non seulement avec Maurras, mais avec toute l'école contre-révolutionnaire. Je pense pourtant qu'en la matière, c'est Tocqueville qui a raison. Quant à Bonald et Joseph de Maistre, je trouve leur pensée extrêmement dense. Mais l'horizon ouvertement "théocratique" sous lequel s'inscrit leur réflexion, surtout chez Bonald, me semble vraiment coupé de toute réalité.

À l'exception d'Aristote, à qui je ne cesse jamais de me référer, les auteurs dont je me sens le plus débiteur sont bien différents. Parmi les "pères fondateurs", je citerai d'abord Althusius et Herder, premiers grands penseurs de la pluralité des cultures et de la subsidiarité en matière sociale. A date plus récente, mes inspirateurs appartiennent aux diverses branches du socialisme français, d'inspiration mutuelliste, distributiste ou syndicaliste révolutionnaire (Sorel, Proudhon, Pierre Leroux, Benoît Malon, Edouard Berth), ainsi qu'à l'école de la sociologie allemande (Weber, Tönnies, Simmel). Plus récemment encore, des auteurs comme Hannah Arendt, Carl Schmitt, Martin Heidegger, Louis Dumont, Serge Latouche ou Christopher Lasch ont jalonné durablement ma réflexion. Mais je ne donne là qu'un aperçu. Je ne suis le disciple exclusif de personne.

C) Démocratie ?

À propos de la démocratie, j'ai l'impression que là encore, en s'autorisant de Lindenberg, *L'Escritoire* prend un peu ses désirs pour des réalités. Les auteurs à qui Lindenberg décoche ses flèches ne sont pas des adversaires de la démocratie. Tout au plus refusent-ils la définition qu'il en donne, ce qui n'est pas la même chose. La plupart d'entre eux critiquent effectivement la religion du progrès, les pathologies de la "culture de masse", les excès de certain féminisme, les conséquences destructrices de la globalisation, l'équivoque des fondements conceptuels de l'idéologie des droits de l'homme, etc. Ils n'en sont pas antidémocrates pour autant. Et je ne le suis pas plus qu'eux.

La définition de la démocratie qui ressort de l'énoncé de vos questions, est en outre biaisée. Peu de théoriciens de la démocratie accepteraient d'ailleurs de l'endosser. Lorsque vous écrivez par exemple que l'esprit démocratique repose "sur l'individu atomisé, non sur le groupe" ou lorsque, reprenant l'inusable argument des adversaires de la démocratie, vous laissez entendre que celle-ci se ramène à la loi du nombre — dont il n'est alors pas difficile de démontrer les limites et les inconvénients —, ce biais apparaît clairement. La démocratie se définit plus exactement comme le régime qui permet la plus large participation des sociétaires à la vie publique et, ce faisant, donne toute sa légitimité à la notion de citoyenneté. Cette notion de participation est à mes yeux essentielle. Elle renforce en effet le lien social et assure la cohésion du groupe. Le suffrage n'est dans cette perspective qu'une technique parmi d'autres pour consulter l'opinion, permettre aux citoyens d'exprimer leurs préférences ou vérifier la concordance de vues entre gou-

vernants et gouvernés. Quant à l'égalité démocratique, qui ne préjuge ni de la différence des êtres ni de l'inégalité des compétences, elle exprime seulement l'idée que la citoyenneté ne relève pas d'un plus ou d'un moins: on est ou on n'est pas citoyen. Tout ce que vous dénoncez par ailleurs ne relève pas de la démocratie, mais d'une extension injustifiée de ses principes là où ils n'ont rien à faire. La famille, que vous citez, n'a par exemple rien à voir avec la démocratie, non parce qu'elle relève de la filiation au lieu de relever du contrat (toute société mêle en proportions variables ces deux réalités), mais parce qu'elle s'inscrit clairement dans la sphère privée, tandis que la démocratie est par définition circonscrite à la vie publique.

Vous paraissez croire aussi que la démocratie est intrinsèquement liée à l'idéologie des droits de l'homme. C'est en effet ce que prétend Lindenberg, et ce que bien d'autres tentent également de nous faire croire. Rien n'est pourtant plus éloigné de la réalité. Les premières démocraties, en Grèce ou en Islande, apparaissent plusieurs siècles avant l'idéologie des droits de l'homme. L'une et l'autre empruntent à des sources philosophiques totalement différentes. C'est si vrai qu'elles peuvent aisément entrer en conflit. Si un vote démocratique permet l'adoption d'une mesure que réprouve l'idéologie des droits de l'homme, celui qui défend cette idéologie tiendra le vote en question pour illégitime ou pour nul. (On pourrait à cet égard citer bien des exemples récents). Mais ce faisant, il s'exclura lui-même du champ de la démocratie.

Cela dit, il est bien évident que la démocratie, comme tous les régimes, a ses pathologies propres. Elles ont, elles aussi, été maintes fois recensées. Ce sont ces pathologies, et non la démocratie elle-même, que les adversaires de Lindenberg dénoncent à l'occasion, souvent avec talent, quand ils s'interrogent sur la démagogie des gouvernants, la montée de l'expertocratie ou la réorientation purement gestionnaire d'une classe politique de plus en plus soumise aux exigences de la Forme-Capital, quand ils opposent les vertus de la démocratie participative aux insuffisances de la démocratie représentative, quand ils stigmatisent la diffusion d'une "démocratie de marché" fondamentalement bourgeoise, ou bien encore quand ils examinent la façon dont le moralisme et l'individuo-universalisme inhérents à l'idéologie des droits de l'homme se révèlent finalement incompatibles avec l'essence du politique.

D) Séismes ?

L'usage du mot "séisme" pour désigner deux événements aussi différents que l'effondrement des Twin Towers de New York et l'élection présidentielle du 21 avril 2002, est à mon avis très exagéré. Pour ce qui est des attentats du 11 septembre 2001, attendons déjà que se soit dissipée l'opacité qui continue d'entourer les circonstances exactes dans lesquels ils se sont produits. Quant aux péripéties électorales du printemps dernier, elles n'ont jamais fait que confirmer ce que l'on savait depuis longtemps: que la classe politique reste aveugle et muette devant la demande de la "France d'en bas", et que le système politique est ainsi conçu qu'il ne permet d'accéder aux postes de pouvoir que ceux dont on est par avance assuré qu'ils assureront la reproduction de ses fondements.

Le clivage droite-gauche est né avec la modernité, il disparaît avec elle. Il se

maintient encore, vaille que vaille, au niveau parlementaire parce qu'il est de l'intérêt des états-majors qu'il en aille ainsi, mais chacun voit bien qu'il ne s'agit plus que d'un simulacre. D'une part, la pratique gouvernementale de droite et de gauche devient indiscernable, du fait du recentrage des programmes et d'un accord implicite sur les finalités (les partis ne s'opposent plus que sur le choix des moyens). D'autre part, on constate que tous les événements importants qui se produisent aujourd'hui — qu'il s'agisse de la construction européenne, des rapports transatlantiques, de la guerre en Irak, des débats autour de la montée de l'islamisme, etc. — créent immédiatement de nouveaux clivages, qui traversent toutes les familles politiques. Le “fédéralisme”, le “populisme”, le “communautarisme” sont aujourd'hui des enjeux de débats. La droite et la gauche n'en sont plus.

Sur le plan intellectuel, c'est encore plus évident. Les notions de droite et de gauche ne sont tout simplement plus opérationnelles pour évaluer ou classer les unes par rapport aux autres les positions des principaux auteurs de livres d'idées. Cette fragmentation des fronts, qui est en soi révélatrice, perturbe ceux qui voudraient figer le paysage et contenir un mouvement qui leur échappe. Tel est précisément le cas d'un Daniel Lindenberg, dont l'erreur est de ramener de façon risible toute cette efflorescence à un retour de la “réaction”. (Mais en fait, il ne s'agit pas d'une erreur. Lindenberg et ses semblables, ayant eux-mêmes glissé à droite, ont besoin de s'inventer une “surdroite” imaginaire qui leur serve de repoussoir et permette de masquer leurs reniements). Quant à moi, il y a longtemps que j'ai renoncé à découvrir un critère qui permettrait de définir de manière unitaire la “droite” et la “gauche”. En ce domaine, il n'y a que des propositions subjectives et arbitraires. Je préfère me définir comme un homme de gauche *et* de droite en même temps.

E) Ere post... ?

Si flou que puisse être ce terme, du fait de son évidente polysémie, la postmodernité me semble être une réalité indéniable. En 1989, lorsque s'est effondré le Mur de Berlin, nous sommes sortis tout à la fois de l'après-guerre, du XXe siècle et du vaste cycle de la modernité, dont les origines philosophiques sont à rechercher dans le nominalisme médiéval, ancêtre direct du libéralisme. La postmodernité nous fait entrer dans une ère globale, caractérisée par l'abolition des conceptions traditionnelles de l'espace (déterritorialisation des problématiques) et du temps (instantanéité des communications). Sur le plan politique, la modernité se caractérisait par la trilogie peuples-Etats-nations. La postmodernité connaît essentiellement des logiques continentales, des communautés et des réseaux. Elle se caractérise en outre, sur le plan social, par un mélange complexe d'exacerbation de l'individualisme et de réapparition de groupes sociaux informels (les “tribus”).

Sur le plan religieux, l'histoire de la modernité se confond avec le phénomène de la sécularisation. Mais celui-ci n'est pas à comprendre de manière univoque. D'un côté, la religion se trouve progressivement rabattue sur la sphère privée: l'Eglise se voit interdire toute prétention à soumettre la loi civile à la “loi naturelle”. De l'autre, elle est remplacée dans le discours public par des idéologies qui reformulent de manière profane des théma-

tiques d'origine chrétienne, et se présentent même parfois comme de véritables religions séculières. Dans l'idéologie du progrès, par exemple, l'avenir remplace de toute évidence l'au-delà, tandis que le "bonheur" prend la place du salut. Dans l'idéologie libérale, la "main invisible" du marché se voit dotée des attributs classiques de la Providence. L'idéologie des droits de l'homme s'appuie elle-même sur une notion de "dignité humaine" qui, historiquement, fait son apparition avec le christianisme, à partir de l'affirmation de l'égalité des hommes devant Dieu et de la valorisation de l'intériorité comme lieu privilégié du rapport avec Dieu. Cette évolution, du point de vue chrétien traditionnel, ne peut évidemment apparaître que comme "hérétique". Chesterton parlait à juste titre de "vérités chrétiennes devenues folles". L'historien des idées constate néanmoins qu'avant de devenir folles, elles ont commencé par être chrétiennes. La religion du progrès, par exemple, n'aurait pu advenir dans une culture restée acquise à la conception cyclique du temps à laquelle adhéraient les Grecs.

Pour répondre plus précisément à votre question, je crois en effet que nous sommes entrés définitivement dans une ère "postchrétienne". Je n'entends nullement par là que le christianisme soit appelé à disparaître. Je veux seulement dire qu'il est très improbable qu'il puisse retrouver le rôle ordonnateur et englobant qu'il a pu jouer dans le passé vis-à-vis du tout social. La foi chrétienne peut toujours informer les consciences des individus ou des groupes, mais elle ne peut plus conformer la société à ses valeurs, à ses principes ou à ses dogmes. Marcel Gauchet a très bien montré cela dans ses livres. Dans le meilleur des cas, l'Eglise n'est plus reconnue que comme une "autorité morale", dotée d'un rôle consultatif par les pouvoirs publics. Dans les faits, la foi a été réduite au statut d'opinion: elle est une opinion parmi d'autres.

Vous avez raison, enfin, de dire que les intellectuels sont aujourd'hui plus convaincants dans leurs analyses critiques que dans leurs propositions. Au-delà des constantes humaines (il est toujours plus aisé de dire ce que l'on refuse que de définir ce que l'on veut), la raison en est que la critique s'exerce sur une réalité déjà là, tandis qu'une proposition positive exige, outre une claire conception de l'homme et du monde qui fait souvent défaut, une vision de l'avenir qui est aujourd'hui plus difficile que jamais. Nous vivons actuellement une sorte d'interrègne. Nous voyons s'effondrer un monde dont nous étions familiers et auxquels nous étions attachés, précisément parce qu'il nous était familier. Du nouveau monde, nous ne discernons que des prodromes, des signes avant-coureurs. La tentation est grande de ne les évaluer qu'avec des outils obsolètes, ceux dont nous nous servions pour nous repérer dans l'ordre ancien. Tout paraît alors négatif, déroutant: nous ne retrouvons plus nos repères. Mais des repères, il y en aura d'autres. Encore faut-il être suffisamment attentifs pour les voir apparaître. De nouveaux intellectuels critiques s'y emploient. Je ne crois pas qu'ils soient "réactionnaires". Ils raisonnent simplement dans d'autres catégories.

Alain de Benoist